

RESSOURCES ROBEX INC.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS - 1er TRIMESTRE
(NON AUDITÉS)**

31 mars 2012

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Ressources Robex Inc. pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2012 ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet de procédés d'examen par nos auditeurs.

RESSOURCES ROBEX INC.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONDENSÉS CONSOLIDÉS (non audités)	Premier trimestre	
	2012	2011
(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)	\$	\$
		(redressé)
REVENUS		
Intérêts	4 854	1 859
Autres revenus	5 933	---
	10 787	1 859
FRAIS		
Administration - note 7	208 685	155 591
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	108 636	17 920
Honoraires	107 394	91 584
Autres pertes (gains) - note 7	(2 259)	9 395
Variation de la juste valeur des passifs financiers	(320 886)	2 104 615
Gain sur règlement de passif	---	(407 980)
Amortissement des immobilisations corporelles	510	171
	102 080	1 971 296
PERTE NETTE	91 293	1 969 437
PERTE ATTRIBUABLE AUX :		
Actionnaires ordinaires	91 293	1 969 437
Actionnaires minoritaires	---	---
	91 293	1 969 437
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE - Note 17	0,001 \$	0,015 \$

RESSOURCES ROBEX INC.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS (non audités) (tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
PERTE NETTE	(91 293)	(1 969 437)
Autres éléments du résultat étendu		
Écart de conversion	166 895	(421 496)
RÉSULTAT ÉTENDU	75 602	(2 390 933)
RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX :		
Actionnaires ordinaires	75 602	(2 390 933)
Actionnaires minoritaires	---	---
	75 602	(2 390 933)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audités)

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	Capital- actions	Réserve option d'achat d'actions	Déficit	Total de l'avoir des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 15)	Part de l'actionnaire minoritaire	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2011	34 319 328	2 029 561	(17 207 612)	19 141 277	(1 659 622)	938	17 482 593
Perte nette	---	---	(91 293)	(91 293)	---	---	(91 293)
Variation de l'écart de conversion	---	---	---	---	166 895	---	166 895
Émission d'actions	2 952 971	---	---	2 952 971	---	---	2 952 971
Bons de souscription exercés	72 291	---	---	72 291	---	---	72 291
Frais d'émission d'actions	---	---	(311 060)	(311 060)	---	---	(311 060)
Options d'achat d'actions exercées au cours de la période	60 750	(23 250)	---	37 500	---	---	37 500
Options d'achat d'actions portées en charge au cours de l'exercice	---	108 636	---	108 636	---	---	108 636
Options d'achat d'actions incluses dans les frais d'émission d'actions	---	56 112	---	56 112	---	---	56 112
Solde au 31 mars 2012	37 405 340	2 171 059	(17 609 965)	21 966 434	(1 492 727)	938	20 474 645

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audités)

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	Capital- actions	Réserve option d'achat d'actions	Déficit	Total de l'avoir des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 15)	Part de l'actionnaire minoritaire	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2010	25 192 788	1 490 729	(13 172 365)	13 511 152	(1 360 540)	938	12 151 550
Perte nette	---	---	(1 969 437)	(1 969 437)	---	---	(1 969 437)
Variation de l'écart de conversion	---	---	---	---	421 496	---	421 496
Émission d'actions	2 585 800	---	---	2 585 800	---	---	2 585 800
Bons de souscription exercés	1 551 381	---	---	1 551 381	---	---	1 551 381
Frais d'émission d'actions	---	---	(177 051)	(177 051)	---	---	(177 051)
Options d'achat d'action portées en charge au cours de l'exercice	---	17 920	---	17 920	---	---	17 920
Options d'achat d'action incluses dans les frais d'émission d'actions	---	5 889	---	5 889	---	---	5 889
Solde au 31 mars 2011	29 329 969	1 514 538	(15 318 853)	15 525 654	(939 044)	938	14 587 548

RESSOURCES ROBEX INC.

	31 mars 2012	31 décembre 2011
BILANS CONSOLIDÉS	(non audités)	(non audités)
(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)	\$	\$
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse et équivalents de trésorerie	3 805 289	1 559 185
Débiteurs - Note 8	222 879	221 212
	4 028 168	1 780 397
DROITS ET TITRES MINIERS - Note 9	16 458 292	15 815 409
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - Note 11	751 283	769 111
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - Note 12	10 805	10 448
	21 248 548	18 375 365
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	177 882	237 033
Dû à une société apparentée contrôlée par un dirigeant	17 124	---
Bons de souscription - Note 13	431 719	39 631
	626 725	276 664
BONS DE SOUSCRIPTION - Note 13	147 178	616 108
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions - Note 14	37 405 340	34 319 328
Réserve - options d'achat d'action - Note 14	2 171 059	2 029 561
Déficit	(17 609 965)	(17 207 612)
Total de l'avoir des actionnaires	21 966 434	19 141 277
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 492 727)	(1 659 622)
Part de l'actionnaire minoritaire	938	938
Total des capitaux propres	20 474 645	17 482 593
	21 248 548	18 375 365

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audités) <small>(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)</small>	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
RENTRÉES (SORTIES) NETTES D'ENCAISSE		
LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :		
Exploitation		
Perte nette	(91 293)	(1 969 437)
Ajustements pour :		
Variation de la juste valeur des passifs financiers	(320 886)	2 104 615
Gain sur règlement de passif	---	(407 980)
Amortissement des immobilisations corporelles	510	171
Coût de rémunération en options d'achat d'actions	108 636	17 920
Variation nette des éléments hors		
caisse du fonds de roulement - Note 16	(43 694)	(671 063)
	(346 727)	(925 774)
Investissement		
Addition aux droits et titres miniers	(422 429)	(859 739)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(30 725)	(85 551)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(249)	---
	(453 403)	(945 290)
Financement		
Émission et souscription d'actions ordinaires	3 041 860	3 634 673
Émission de bons de souscriptions	259 600	448 775
Frais d'émission d'actions	(254 948)	(149 562)
	3 046 512	3 933 886
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et l'équivalent de trésorerie	(278)	9 395
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 246 104	2 072 217
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 559 185	165 376
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	3 805 289	2 237 593
La trésorerie et équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	3 805 289	535 874
Fonds du marché monétaire	---	1 701 719
	3 805 289	2 237 593
Des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie sont fournies à la note 16		
Intérêts payés	1 113	1 687
Intérêts reçus	4 854	---

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

1 - DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ROBEX est une société junior canadienne d'exploration et de développement minier qui est actuellement titulaire de neuf permis d'exploration, tous localisés au Mali en Afrique de l'Ouest. Robex travaille et s'active présentement au développement de ces permis, qui démontrent tous une géologie favorable avec un potentiel pour la découverte de gisements aurifères. La société développe notamment son gisement de Nampala, situé sur le permis de Mininko, pour laquelle une étude de faisabilité a été réalisée et démontre une rentabilité en vue d'une exploitation d'une mine. Le 3 avril 2012, la Société a reçu son permis d'exploitation d'or et des substances minérales pour le gîte de Nampala. Ce permis d'exploitation est valide pour une durée de 30 ans. L'adresse du siège social est 1191, De Montigny, Québec (Québec), G1S 3T8

Continuité d'exploitation

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés (les états financiers) sont dressés selon les principes comptables applicables à une entreprise en exploitation, qui présument que le groupe poursuivra ses activités pendant une période raisonnable et qu'il sera en mesure de réaliser ses biens et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

La société a subi d'importantes pertes d'exploitation au cours des derniers exercices financiers et n'a pas encore déterminé si l'ensemble des biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement.

La continuité de la société dépend de sa capacité à obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Bien que la société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

2 - DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et en conformité avec la norme comptable internationale (IAS) 34, Information financière intermédiaire. Les présents états financiers ont été préparés conformément aux méthodes comptables utilisées pour établir les derniers états financiers annuels. Par conséquent ils doivent être lus parallèlement avec les derniers états financiers annuels de la société.

Les états financiers préparés selon les principes comptables applicables à une entreprise en exploitation ont été approuvés par le conseil d'administration le 30 mai 2012.

Les états financiers sont présentés en dollars canadien qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de la société. Le franc CFA est considéré comme étant la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - REDRESSEMENT DE LA PÉRIODE COMPARATIVE

Les états financiers consolidés condensés du premier trimestre terminé le 31 mars 2011 ne présentaient pas les bons de souscription comme un passif financier. Dans le cadre de la finalisation de la conversion aux IFRS, la société s'est rendu compte qu'elle n'avait pas comptabilisé correctement ses bons de souscription. Du fait que ces instruments financiers sont payables en dollars canadiens qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de la société, les bons de souscription ne respectent pas les critères définis par les IFRS pour la classification en tant qu'instruments de capitaux propres. Il sont ainsi considérés comme des dérivés évalués initialement à la juste valeur et présentés en tant que passif financier. Toute variation ultérieure de la juste valeur est comptabilisée par résultat net.

Le résultat net du premier trimestre terminé le 31 mars 2011 a été ajusté d'un montant de 1 696 635 \$ représentant la variation de la juste valeur des passifs financiers de 2 104 615 \$ et le gain sur règlement de passif de 407 980 \$.

La perte nette par action de base et diluée pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2011 est passé de 0,002 \$ à 0,015 \$.

L'état consolidé du résultat étendu pour le trimestre terminé le 31 mars 2011 a été ajusté d'un montant de 44 977 \$ représentant l'ajustement de l'écart de conversion.

Cependant, hormis les ajustements indiqués ci-dessus, ce redressement n'a pas eu d'impact sur les flux de trésorerie pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011.

4 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés n'incluent pas toutes les informations requises pour les états financiers consolidés annuels complets et devraient être lu à la lumière des états financiers consolidés annuels de la société au 31 décembre 2011 et pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés n'ont pas fait l'objet d'un examen de la part de l'auditeur indépendant de la société.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la société et ceux de ses filiales "Société Robex N'Gary SA" dans laquelle la société détient une participation de 85 %, "Ressource Robex Mali S.A.R.L." détenue en propriété exclusive et Nampala CA, également détenue en propriété exclusive. Tous les opérations et soldes intercompagnies ont été éliminés.

La part des actionnaires sans contrôle dans les actifs nets des filiales consolidées est identifiée séparément de la valeur nette de la société. La part des actionnaires sans contrôle représente la part des actionnaires sans contrôle à la date d'acquisition du regroupement d'entreprises plus la part des actionnaires sans contrôle dans les changements à la valeur nette depuis la date d'acquisition.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

4 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (Suite)

Le résultat étendu des filiales est attribué aux propriétaires de la société et aux actionnaires sans contrôle, même si cela entraîne un solde déficitaire pour les parts des actionnaires sans contrôle.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

La monnaie de présentation des états financiers consolidés est le dollar canadien, à moins que mentionné autrement. Le franc CFA est considéré comme étant la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales.

La conversion de la monnaie fonctionnelle à la monnaie de présentation se fait comme suit :

- tous les actifs et dettes, monétaires et non monétaires, sont convertis au taux de change à la fermeture aux dates de chaque bilan présenté;
- tous les revenus et dépenses de chaque état des résultats et du résultat étendu sont convertis aux taux de change moyens pour les exercices présentés;
- Tous les gains ou pertes de change qui en découlent sont comptabilisés comme étant une composante distincte dans les autres éléments du résultat étendu.

Toute conversion de montants en dollars canadiens ne devrait pas être interprétée comme une représentation que de tels montants ont été, pourraient être ou seront à l'avenir, convertibles en dollars canadiens aux taux de change utilisés, ou à tout autre taux de change.

5 - MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

L'IASB a récemment publié les nouvelles normes suivantes qui ne sont pas encore en vigueur pour les exercices présentés dans les états financiers.

- IFRS 9 *ó* Instruments financiers *ó* Classification et évaluation (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);
- IFRS 10 *ó* États financiers consolidés *ó* Directives pour déterminer le contrôle quand il est difficile de l'évaluer (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);
- IFRS 11 *ó* Ententes conjointes *ó* Directives sur la façon de comptabiliser les intérêts dans les sociétés sous contrôle conjoint (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

5 - MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES - (Suite)

- IFRS 12 *Divulgence d'intérêt dans d'autres sociétés* *Directives sur la divulgation d'intérêts dans des filiales, des ententes conjointes, des entités associées et des sociétés structurées non consolidées* (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);
- IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* *définit la juste valeur et exige de divulguer les évaluations de la juste valeur et offre un cadre de travail pour évaluer la juste valeur lorsqu'il est requis ou permis de le faire en vertu des normes de l'IFRS* (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date).
- Amendements à IAS1, *Présentation des états financiers*, introduisent des modifications à la présentation d'items inclus dans les autres éléments du résultat global. Ces éléments peuvent dorénavant être reclassés dans le résultat net et sont présentés séparément des éléments qui n'auraient jamais été reclassés;
- Amendements à IAS19, *Avantages du personnel*, traitent de la comptabilisation des gains et pertes actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ainsi que de l'évaluation et la comptabilisation du rendement attendu des actifs du régime;
- En décembre 2011, l'IASB a modifié les normes IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7) et IAS 32 *Instruments financiers : Présentation* (IAS 32) dans le cadre de son projet de compensation des actifs et passifs financiers. IFRS 7 a été modifiée dans le but de fournir des exigences de divulgation communes avec celles du Financial Accounting Standard Board (FASB) tandis que la norme IAS 32 a été modifiée pour clarifier certains éléments et adresser des incohérences rencontrées lors de l'application pratique de la norme. La version modifiée de la norme IFRS 7 s'applique rétrospectivement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013 et à compter du 1er janvier 2014 pour IAS 32. Une application anticipée est autorisée.

La société n'a pas encore adopté ces normes; toutefois, la société évalue actuellement l'effet que l'application de ces normes ou modifications aura sur les états financiers consolidés de la société lors de leur adoption.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

6 - INFORMATION SECTORIELLE

A) Secteur d'exploitation ó Les opérations de la société sont principalement orientées vers l'acquisition, l'exploration et la production d'or dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

B) Secteurs géographiques ó Les actifs de la société par secteur géographique sont comme suit :

	31 mars 2012		
	(non audités)		
	\$		
	Afrique de l'Ouest	Canada	Total
Droits et titres miniers	16 458 292	---	16 458 292
Immobilisations corporelles	744 712	6 571	751 283
Immobilisations incorporelles	10 805	---	10 805
	17 213 809	6 571	17 220 380
	31 décembre 2011		
	\$		
	Afrique de l'Ouest	Canada	Total
Droits et titres miniers	15 815 409	---	15 815 409
Immobilisations corporelles	763 027	6 084	769 111
Immobilisations incorporelles	10 448	---	10 448
	16 588 884	6 084	16 594 968

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2012	2011
7 - ADMINISTRATION ET AUTRES PERTES (GAINS)	\$	\$
Administration		
Salaires	73 141	31 692
Déplacement et représentation	25 075	21 502
Congrès	---	1 128
Assurance	6 737	6 984
Loyer	6 000	3 000
Divulgateion et maintien à la Bourse	23 618	26 366
Recherche de financement	33 250	32 787
Publicité et promotion	32 525	28 685
Télécommunications	1 541	111
Bureau	5 685	1 649
Intérêts et frais bancaires	1 113	1 687
	<u>208 685</u>	<u>155 591</u>
Autres pertes (gains)		
Gain de change	(2 259)	9 395
	<u>(2 259)</u>	<u>9 395</u>
	31 mars	31 décembre
	2012	2011
	(non audités)	
	\$	\$
8 - DÉBITEURS		
Avances	51 461	10 128
Avance à un dirigeant	40 000	---
Taxes indirectes	110 070	193 473
Autres	21 348	17 611
	<u>222 879</u>	<u>221 212</u>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011****(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)**

9 - DROITS ET TITRES MINIERS

Le coût d'acquisition ainsi que les dépenses d'exploration et de développement reportées par projet s'établissent comme suit :

	31 mars 2012 (non audités)	31 décembre 2011
Diangounté - (1)	\$	\$
Intérêts indivis de 85 %		
Acquisition	1 056 957	1 046 552
Exploration	3 713 562	3 665 175
 Kolomba		
Intérêts indivis (2)		
Acquisition	57 533	56 967
Exploration	504 418	493 560
 Moussala		
Intérêts indivis (3)		
Acquisition	21 416	21 205
Exploration	645 634	576 656
 Willi-Willi		
Intérêts indivis (4)		
Acquisition	135 429	134 096
Exploration	911 211	896 348
 À reporter :	7 046 160	6 890 559

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	31 mars 2012 (non audités)	31 décembre 2011
	\$	\$
9 - DROITS ET TITRES MINIERS - (suite)		
Solde reporté :	7 046 160	6 890 559
Willi-Willi Ouest		
Intérêts indivis (4)		
Acquisition	135 327	133 995
Exploration	275 761	261 537
Mininko		
Intérêts indivis (5)		
Acquisition	476 154	471 467
Exploration	6 505 061	5 975 384
Kamasso		
Intérêts indivis (5)		
Acquisition	474 607	469 935
Exploration	121 284	108 307
Sanoula		
Intérêts indivis (6)		
Acquisition	174 092	172 378
Exploration	536 024	524 857
N'Golopène		
Intérêts indivis (7)		
Acquisition	399 683	395 748
Exploration	516 762	505 784
Encaissement d'option	(202 623)	(94 542)
	16 458 292	15 815 409

Le total des coûts d'acquisition et celui des dépenses d'exploration s'établissent respectivement à 2 728 575 \$ (2 807 801 \$ au 31 décembre 2011) et 13 729 717 \$ (13 007 608 \$ au 31 décembre 2011).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERS - (suite)

- (1) Le titre minier de Diangounté est détenu à 100 % par la Société Robex N'Gary SA, société de droit malien dont Ressources Robex Inc. détient 85 % des actions émises et N'Gary Transport, une société non apparentée, détient 15 %. En 2008, la société a signé une nouvelle convention minière avec le gouvernement de la République du Mali et en mai 2009, le permis de recherche et d'exploration a été octroyé par le ministère de Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali pour une période de trois ans. Celui-ci est renouvelable pour deux périodes de trois ans.

En vertu d'une entente, la société devra payer une redevance d'un montant de 750 000 \$ US par million d'onces d'or prouvées en excédent de 500 000 onces. Cette redevance est payable 50 % en espèces et 50 % en actions, selon des modalités prévues à l'entente.

- (2) La société a signé une convention minière avec le gouvernement de la République du Mali en août 2004 lui octroyant un permis de recherche et d'exploration valable pour une période de 3 ans, renouvelable 2 fois, pour un total de 9 ans. Échu depuis septembre 2007, le permis de recherche et d'exploration a été renouvelé le 2 février 2012. Il viendra à échéance en août 2013.

Le permis de recherche et d'exploration a été attribué le 2 février 2012. Il est rappelé que les titres miniers sont assortis d'une Convention d'établissement définissant les droits et les obligations du Mali et de Robex. Ainsi, la société est liée au gouvernement de la République du Mali par cette Convention minière régie par le code minier de 1999 et dûment signée le 27 décembre 2011, par les deux parties.

- (3) La société détient 100 % des permis de recherche.

Le permis de recherche et d'exploration a été renouvelé en octobre 2008. Celui-ci est renouvelable pour une période additionnelle de trois ans et viendra à échéance en septembre 2014.

Advenant la décision d'exploiter un gisement, une société d'exploitation devra être créée afin de l'opérer. L'État Malien détiendra en tout temps une participation de 10% du capital actions, participation reçue à titre gratuit et considérée comme des actions prioritaires. Cette société d'exploitation rembourserait une somme de 871 000 \$ US à l'État Malien à titre de travaux de recherche ou de prospection.

- (4) Le titre minier de Willi-Willi est détenu à 95% par la société.

Un NSR de 2 % sera conservé par le vendeur, dont 1 % pourra être racheté pour 1 million de dollars US sur chacune des propriétés. Un NSR devient exigible dans la situation où une entité est formée dans le but d'extraire des substances minérales de la région couverte par le permis d'exploration. Le NSR correspond aux revenus de la vente des substances minérales extraites moins certains frais. Le paiement du NSR doit être effectué dans les 30 jours suivant l'encaissement des revenus de la vente des minéraux.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERES - (suite)

De plus, le vendeur se réserve en tout temps 5% des actions de l'entité à être formée sans obligations financières de sa part.

Les permis de recherche et d'exploration ont été attribués en septembre 2005 et la société a obtenu les renouvellements pour une période de 3 ans en février 2009. En date du 30 mai 2012, les demandes de renouvellement ont été effectuées et payées et les arrêtés ministériels sont toujours en attente. Les permis sont renouvelables pour une autre période de trois ans supplémentaire et expirent en septembre 2014

- (5) Depuis le 30 avril 2007 la société détient 100% des intérêts titres miniers de ces propriétés. Le vendeur bénéficiera de redevances NSR de 2% sur lesquelles la société aura un droit de premier refus.

Le 8 novembre 2011, la Société a rendu publique une étude de faisabilité confirmant une exploitation rentable possible sur le site de Mininko.

La société a obtenu en février 2012 une autorisation du Directeur Nationale de la Géologie et des Mines de réaliser dans un délai raisonnable les travaux d'ouverture de voies d'accès du parc à rejet, le halde stérile et le halde à basse teneur afin de tester sur la propriétés de Mininko le comportement des ouvrages en saison pluvieuse. La durée de validité de l'autorisation est fixée à neuf mois, soit en novembre 2012.

Le permis de recherche et d'exploration de la propriété de Kamasso a été renouvelé en mai 2009, avec une date effective en novembre 2008, par le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali pour une période de trois ans. Le permis est échu depuis et renouvelable pour une dernière période additionnelle de trois ans. Advenant que la société n'obtienne pas la convention minière ainsi que les permis de recherche et d'exploration, les frais d'acquisition et d'exploration reliés à ces propriétés devront être radiés.

En mars 2012, la filiale en propriété exclusive Resource Robex Mali S.A.R.L. s'est vue renouvelé son permis de recherche et d'exploration sur la propriété de Mininko.

Le 3 avril 2012, la société a reçu son permis d'exploitation d'or et des substances minérales à Nampala. Ce permis d'exploitation, valide pour une durée de 30 ans, est la suite et le complément du permis obtenu en février 2012 qui permettait à Robex de commencer les travaux de construction nécessaires pour mettre le site en production.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERS - (suite)

- (6) Depuis le 31 décembre 2008, la société détient 100% du titre minier par l'entremise de sa filiale Ressources Robex Mali SARL, filiale en propriété exclusive.

Le vendeur bénéficiera de redevances NSR de 2% sur lesquelles la société aura un premier droit de refus.

Le permis de recherche et d'exploration a été attribué le 2 février 2012. Il est rappelé que les titres miniers sont assortis d'une Convention d'établissement définissant les droits et les obligations du Mali et de Robex. Ainsi, la société est liée au gouvernement de la République du Mali par cette Convention minière régie par le code minier de 1999 et dûment signée le 27 décembre 2011, par les deux parties.

- (7) La société a conclu en juin 2006, une entente portant sur l'acquisition, sur une période de deux ans, de la totalité des intérêts indivis des permis de recherche et d'exploration en République du Mali pour un montant de 245 000 \$ US. En janvier 2008, une nouvelle entente a été conclue précisant que la société acquerrait plutôt 93% des intérêts indivis de la propriété. Le solde de l'acquisition de 125 000 \$ US a été réglé en totalité au cours de 2008. En mai 2011, la société a procédé à l'acquisition de l'intérêt indivis résiduel de 7 % en contrepartie d'une somme payée en espèces de 153 192 \$. Conséquemment, le titre est désormais détenu à 100 %, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Ressources Robex Mali SARL.

Un NSR de 2 % sera conservé par le vendeur, qui pourra être racheté pour 500 000 \$ US.

Le permis de recherche et d'exploration a été attribué en mai 2010 et est valable pour une durée de trois ans, renouvelable 2 fois, pour un total de 9 ans

En juillet 2011, la société a conclu une entente de coentreprise avec Resolute Mining Limited permettant à cette dernière d'acquérir jusqu'à 70% d'intérêt dans le permis N'Golopène. Selon les termes de cette entente, Resolute Mining Limited pourra acquérir une première participation de 51% dans la coentreprise une fois les conditions suivantes remplies : payer un montant initial de 400 000 dollars australiens dans les premiers 12 mois, soit en argent, soit en actions de Resolute Mining Limited, ou soit en combinant les deux et contribuer financièrement aux dépenses de la coentreprise pour un montant total d'un million de dollars US durant la période d'acquisition initiale de 2 ans. Après cette période, Resolute Mining Limited pourra choisir d'acquérir 19% additionnel de la coentreprise en investissant 1,5 million de dollars US additionnel dans les 2 années subséquentes ou en complétant une étude de faisabilité. En juillet 2011 et en février 2012, un montant total de 200 000 dollars australiens a été encaissé par rapport à cette entente et comptabilisé en diminution de la valeur de la propriété.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

**10 - ACQUISITION DE PROPRIÉTÉS ET DÉPENSES D'EXPLORATION
ET DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS**

	31 mars 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
	(3 mois)	(12 mois)
ACQUISITIONS DE PROPRIÉTÉS		
Solde au début	2 807 801	2 778 571
Acquisition de l'exercice	---	153 192
Encaissement d'option	(105 583)	(99 875)
Effet de la variation du taux de change	26 357	(24 087)
	<hr/>	<hr/>
Solde à la fin	2 728 575	2 807 801

DÉPENSES D'EXPLORATION ET DE DÉVELOPPEMENT

Solde au début	13 007 608	9 013 176
Ajouter :		
Honoraires de gestion	20 264	125 964
Travaux d'exploration	340 579	3 519 901
Équipement	20 964	1 141
Honoraires - développement	1 763	34 287
Frais de déplacements	98 917	155 029
Fournitures et autres	45 525	178 095
	<hr/>	<hr/>
	528 012	4 014 417
Amortissement d'immobilisations corporelles et incorporelles	56 157	264 330
Effet de la variation du taux de change	137 940	(284 315)
	<hr/>	<hr/>
	722 109	3 994 432
	<hr/>	<hr/>
Solde à la fin	13 729 717	13 007 608

RESSOURCES ROBEX INC.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

11 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Coût	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Équipements d'exploration	Foreuses	Véhicules	Équipements de foreuses	Route	TOTAL
Solde au 31 décembre 2010	9 739	20 364	206 546	272 355	43 551	326 586	---	879 141
Addition								
Actifs acquis	---	5 792	75 716	114 484	91 387	60 955	---	348 334
Effet de la variation du taux de change	(91)	(445)	(4 747)	(7 483)	(3 048)	(5 907)	---	(21 721)
Solde au 31 décembre 2011	9 648	25 711	277 515	379 356	131 890	381 634	---	1 205 754
Addition								
Actifs acquis	930	---	---	---	---	---	29 795	30 725
Effet de la variation du taux de change	109	256	2 759	3 772	1 311	3 795	440	12 442
Solde au 31 mars 2012	10 687	25 967	280 274	383 128	133 201	385 429	30 235	1 248 921

RESSOURCES ROBEX INC.**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

11 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES - (suite)**AMORTISSEMENT CUMULÉ**

	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Équipements d'exploration	Foreuses	Véhicules	Équipements de foreuses	Route	TOTAL
Solde au 31 décembre 2010	9 239	18 745	45 678	27 235	10 991	73 484	---	185 372
Amortissement de l'exercice	116	1 506	45 360	61 659	25 015	130 361	---	264 017
Effet de la variation du taux de change	(91)	(240)	(2 313)	(2 825)	(1 147)	(6 130)	---	(12 746)
Solde au 31 décembre 2011	9 264	20 011	88 725	86 069	34 859	197 715	---	436 643
Amortissement de l'exercice	46	464	10 967	15 196	7 807	21 356	---	55 836
Effet de la variation du taux de change	92	206	1 043	1 079	460	2 279	---	5 159
Solde au 31 mars 2012	9 402	20 681	100 735	102 344	43 126	221 350	---	497 638
Montants reportés :								
Au 31 décembre 2011	384	5 700	188 790	293 287	97 031	183 919	---	769 111
Au 31 mars 2012 (non audités)	1 285	5 286	179 539	280 784	90 075	164 079	30 235	751 283

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012, le groupe a acheté des immobilisations corporelles au coût de 30 725 \$.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011****(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)**

12 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31 mars 2012 \$ (3 mois)	31 décembre 2011 \$ (12 mois)
Logiciels		
Coût		
Solde au début	12 297	---
Addition		
Actifs acquis	249	12 900
Effet de la variation du taux de change	126	(603)
	<hr/>	<hr/>
Solde à la fin	12 672	12 297
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>
Amortissement cumulé		
Solde au début	1 849	---
Amortissement de l'exercice	831	1 936
Effet de la variation du taux de change	(813)	(87)
	<hr/>	<hr/>
Solde à la fin	1 867	1 849
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>
Montants reportés :		
Au 31 décembre 2011		10 448
		<hr/>
Au 31 mars 2012 (non audités)		10 805
		<hr/>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

13 - BONS DES SOUSCRIPTIONS

Les bons de souscriptions octroyés ont varié comme suit :

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2012		Période de douze mois terminée le 31 décembre 2011	
	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	16 213 271	0,21	36 538 076	0,13
Octroyés	6 983 850	0,35	15 997 202	0,21
Exercés	(347 222)	0,15	(23 020 697)	0,12
Annulés ou échus	---	---	(13 301 310)	0,15
En circulation à la fin de l'exercice	22 849 899	0,25	16 213 271	0,21
Pouvant être exercés	22 849 899	0,25	16 213 271	0,21

La juste valeur totale des bons de souscription octroyés au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012 s'établit à 259 600 \$ (793 698\$ pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2011). Elle a été estimée aux dates d'octrois selon le modèle d'évaluation de prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2012 (3 mois)	2011 (12 mois)
Taux d'intérêt sans risque	1,26 %	1,79 %
Volatilité prévue	64,59 %	63,65 %
Taux de rendement des actions	0 %	0 %
Durée de vie prévue	1.50 années	2.09 années

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011****(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)**

13 - BONS DES SOUSCRIPTIONS - (suite)

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les bons de souscriptions de la société au 31 mars 2012:

Bons de souscriptions en circulation et pouvant être levés au 31 mars 2012

<u>En circulation</u>	<u>Prix d'exercice</u>	<u>Échéance</u>
1 038 461	0,18 \$	0.6
5 457 847	0,18 \$	0.9
2 569 076	0,18 \$	0.9
2 450 000	0,18 \$	0.9
184 000	0,18 \$	0.9
2 777 777	0,30 \$	1.1
1 388 888	0,30 \$	2.1
<u>6 983 850</u>	0,35 \$	1.5
<u><u>22 849 899</u></u>		

Du fait que ces instruments sont payables en dollars canadiens qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de la société, les bons de souscription ne respectent pas les critères définis par les IFRS pour la classification en tant qu'instruments de capitaux propres. Ils sont ainsi considérés comme des dérivés évalués initialement à la juste valeur et présentés en tant que passif financier. Toute variation ultérieure de la juste valeur est comptabilisée par résultat net.

La juste valeur des bons de souscription est présentée à la note 19 ci-après.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

14 - CAPITAL-ACTIONS**Autorisé :**

Actions en nombre illimité et sans valeur nominale :

ordinaires

privilégiées, non votantes, à dividende non cumulatif variable n'excédant pas 14 %, non participantes dans les biens restants, rachetables au prix payé

31 mars	31 décembre
2012	2011
\$	\$
(non audités)	

Émis :

186 733 871 actions ordinaires

(31 décembre 2011 - 172 168 950 actions)

37 405 340	34 319 328
-------------------	-------------------

En mars 2012, la société a émis 13 967 699 unités au prix de 0.23 \$ l'unité. Chacune de ces unités est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire de la société au prix de 0,35 \$ jusqu'en septembre 2013.

Le produit de ces émissions d'unités a été réparti entre le capital-actions et les bons de souscriptions selon la juste valeur respective de chacun des instruments émis.

Les frais d'émission relatifs à ce placement privé totalisent 311 060 \$, incluant un montant de 56 112 \$ représentant la juste valeur de 400 000 et 759 715 options d'achat d'actions.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012, la société a émis 250 000 actions suite à l'exercice d'options d'achat d'actions pour un montant en espèces de 37 500 \$ et elle a émis 347 222 actions suite à l'exercice de bons de souscription pour un montant en espèces de 51 389 \$. La juste valeur des option d'achat d'actions exercées qui a été reclassé dans le capital action est de 23 250 \$ et la juste valeur des bons de souscription exercés qui a été reclassée dans le capital action est de 20 902 \$.

En février 2011, la société a émis 23 243 075 unités au prix de 0.13 \$ l'unité. Chacune de ces unités est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire de la société au prix de 0,18 \$ jusqu'en février 2013.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

14 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)

En mai 2011, la société a émis 5 555 555 unités au prix de 0,27 \$ l'unité. Chacune de ces unités étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire de la société au prix de 0,30 \$ jusqu'en mai 2013.

Le produit de ces émissions d'unités a été réparti entre le capital-actions et les bons de souscriptions selon la juste valeur respective de chacun des instruments émis.

Les frais d'émission relatifs à ces placement privé totalisent 456 779 \$, incluant un montant de 32 507 \$ représentant la juste valeur de 400 000 options d'achat d'actions, un montant de 21 600 \$ représentant la juste valeur de 166 153 unités émises en février 2011 et un montant de 167 898 \$ représentant la juste valeur de 1 597 887 bons de souscription.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la société a également émis 23 020 697 actions suite à l'exercice de bons de souscription pour un montant en espèces de 2 845 276 \$. La juste valeur des bons de souscription exercés qui a été reclassée dans le capital action est de 2 385 465 \$.

Régime d'options d'achat d'actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, la société peut attribuer des options à certains administrateurs, dirigeants, employés clés et fournisseurs. Le nombre total d'actions ordinaires du capital-actions de la société pouvant être émises en vertu du présent régime est de 10 000 000 actions. Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour la levée d'options en faveur d'un titulaire ne doit pas représenter plus de cinq pour cent (5 %) des actions ordinaires émises et en circulation de la société. Au moment de chaque octroi d'options, le conseil d'administration détermine l'échéance et le prix d'exercice de celles-ci. L'échéance des options émises ne peut excéder cinq ans et depuis avril 2009, le prix d'exercice peut être fixé à un prix escompté. Depuis avril 2009, les options octroyées aux termes de ce régime sont acquises au moment de l'octroi sauf pour les options octroyées aux conseillers en financement qui sont acquises sur une période de 12 mois, à raison de 25 % par période de trois mois.

Les options d'achat d'actions octroyées par la société sont réglables en instruments de capitaux propres de la société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

14 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)

Les options d'achat d'actions ont varié comme suit :

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2012		Période de douze mois terminée le 31 décembre 2011	
	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré		
En circulation au début de l'exercice	6 525 000	0,21	2 025 000	0,15
Octroyées	1 459 715	0,23	4 700 000	0,23
Exercées	(250 000)	0,15	---	---
Annulées ou échues	(150 000)	0,26	(200 000)	0,16
En circulation à la fin de l'exercice	7 584 715	0,22	6 525 000	0,21
Pouvant être levées	7 209 715	0,21	5 825 000	0,21

La juste valeur totale des options d'achat d'actions octroyées au cours du premier trimestre terminé le 31 mars 2012 s'établit à 164 748 \$ (571 540 \$ pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2011). Un montant de 56 112 \$ est inclus dans les frais d'émission d'actions et un montant de 108 636 \$ (17 920 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2011) est inscrit comme rémunération en options d'achat d'actions. Elle a été estimée aux dates d'octrois selon le modèle d'évaluation de prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2012 (3 mois)	2011 (12 mois)
Taux d'intérêt sans risque	1,30 %	1,95 %
Volatilité prévue	66.32 %	64.5 %
Taux de rendement des actions	0 %	0 %
Durée de vie prévue	5 années	4.43 années

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

14 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions de la société au 31 mars 2012 et au 31 décembre 2011 :

Prix d'exercice	Options en circulation au 31 mars 2012		Options pouvant être levées au 31 mars 2012	
	Nombre	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante (années)	Nombre	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante (années)
De 0,10 \$ à 0,14 \$	625 000	3.2	625 000	3.2
De 0,15 \$ à 0,19 \$	1 525 000	3.0	1 525 000	3.0
De 0,20 \$ à 0,24 \$	4 734 715	4.2	4 734 715	4.2
De 0,25 \$ à 0,29 \$	700 000	2.7	325 000	2.7
	<u>7 584 715</u>		<u>7 209 715</u>	

Prix d'exercice	Options en circulation au 31 décembre 2011		Options pouvant être levées au 31 décembre 2011	
	Nombre	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante (années)	Nombre	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante (années)
De 0,10 \$ à 0,14 \$	625 000	3.2	625 000	3.2
De 0,15 \$ à 0,19 \$	1 775 000	3.1	1 575 000	3.1
De 0,20 \$ à 0,24 \$	3 600 000	4.6	3 600 000	4.6
De 0,25 \$ à 0,29 \$	500 000	1.8	---	1.8
De 0,35 \$ à 0,39 \$	25 000	0.0	25 000	0.0
	<u>6 525 000</u>		<u>5 825 000</u>	

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

15 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	31 mars 2012 \$ (3 mois)	31 décembre 2011 \$ (12 mois)
Écart de conversion		
Solde au début	(1 659 622)	(1 360 540)
Variation de l'écart de conversion de l'exercice	<u>166 895</u>	<u>(299 082)</u>
Solde à la fin	<u>(1 492 727)</u>	<u>(1 659 622)</u>

16 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
<i>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation</i>		
Augmentation de l'actif à court terme		
Débiteurs	(1 667)	(525 956)
Augmentation (diminution) du passif à court terme		
Créditeurs	(59 151)	(145 107)
Dû à une société apparentée contrôlée par un dirigeant	<u>17 124</u>	<u>---</u>
	<u>(43 694)</u>	<u>(671 063)</u>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - PERTE NETTE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre la perte de base par action et la perte diluée par action :

	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
Perte nette de base et diluée	91 293	1 969 437
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation	174 798 954	133 316 086
Options d'achat d'actions et bons de souscription à effet dilutif (1)	2 981 444	216 111
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	177 780 398	133 532 197
Perte nette par action de base et diluée (2)	0,001 \$	0,015 \$

(1) Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscriptions dont l'effet est antidilutif. Certaines options et certains bons de souscriptions sont antidilutifs puisque leur prix d'exercice est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action ordinaire de la société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre moyen pondérés d'options et de bons de souscriptions exclus sont de 4 665 994 et 5 394 595 respectivement pour le trimestre terminé le 31 mars 2012 (216 116 options pour le trimestre terminé le 31 mars 2011).

(2) En raison des pertes nettes subies au cours de chacun des premiers trimestres se terminant le 31 mars 2012 et 31 mars 2011, tous les titres potentiellement dilutifs ont été considérés comme étant antidilutifs.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

18 - INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion de capital, les objectifs de la société sont de maintenir des liquidités adéquates pour supporter les activités prévues. La définition de capital inclut les capitaux propres et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les objectifs de la société quant à la gestion du capital sont de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de satisfaire à ses obligations financières. La société surveille le capital au moyen de sa consommation de trésorerie mensuelle et ses obligations à court terme liées à ses passifs financiers.

19 - INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Juste valeur des instruments financiers

La société possède et assume des actifs et passifs financiers tels que de l'encaisse et équivalent de trésorerie, des débiteurs ainsi que des créditeurs, un dû à une société apparentée contrôlée par un dirigeant et des bons de souscriptions. La juste valeur de l'encaisse et équivalent de trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et du dû à une société apparentée contrôlée par un dirigeant se rapproche de leur valeur comptable puisque que ceux-ci se réaliseront ou seront réglés dans une échéance rapprochée. La juste valeur des bons de souscription est déterminée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes.

Le tableau suivant fournit une analyse des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur subséquentement à l'évaluation initiale. Les instruments financiers sont regroupés en niveaux de 1 à 3 selon le degré dans lequel la juste valeur est observable.

- Niveau 1: évaluation à la juste valeur fondée sur les prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2: évaluation à la juste valeur fondée sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3: évaluation à la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation incluant une partie importante de données relatives à l'actif ou au passif et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

19 - INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

				31 mars 2012 (non audité)
				Total des passifs financiers à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Passifs financiers				
Bons de souscriptions	---	---	578 897	578 897
				31 décembre 2011
				Total des passifs financiers à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Passifs financiers				
Bons de souscriptions	---	---	655 739	655 739

Le tableau suivant présente les variations des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et évalués selon les paramètres du niveau 3 :

	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
Bons de souscriptions		
Solde au 1er janvier	655 739	266 700
Octroyés au cours de l'exercice	259 600	451 893
Exercés au cours de l'exercice	(20 902)	(484 023)
Échus au cours de l'exercice et inscrit au résultat net	---	(407 980)
Variation de la juste valeur au résultat net	(320 886)	2 104 615
Effet de la variation du taux de change présenté au résultat étendu	5 346	44 977
Solde au 31 mars	578 897	1 976 182

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et 2 et entre le niveau 2 et 3 au cours de la période

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

19 - INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

b) Risques de marché

La société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'or, de la devise américaine ainsi que du dollars canadien, par rapport au franc CFA. La société ne gère pas son exposition à ces risques par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par des contrats de vente à terme. Les risques ainsi que la gestion de ces risques sont demeurés les mêmes par rapport aux exercices précédents.

Risque de change

Au 31 mars 2012, la société détient de l'encaisse et des équivalents de trésorerie en dollars canadiens totalisant 3 716 509 \$ CAN (1 500 189 \$ CAN au 31 décembre 2011)

Au 31 mars 2012, la société détenait des passifs financiers nets d'environ 195 006 \$ (237 031 \$ au 31 décembre 2011) et des actifs financiers nets d'environ 222 879 \$ (280 208 \$ au 31 décembre 2011) . Une variation de 5 % du taux de change entre le dollar canadien et le franc CFA aurait entraîné une variation de 9 423 \$ des passifs nets et du résultat de la société et une variation 13 651 \$ de l'actif net et du résultat de la société. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

c) Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la société à des concentrations de risque de crédit comprennent les débiteurs. La société évalue, de façon continue, les pertes probables et constitue une provision pour perte en se fondant sur la valeur de réalisation estimative.

d) Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse afin de s'assurer que la société dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2012 et 31 mars 2011(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

19 - INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

Les créiteurs et charges à payer sont dus au cours du prochain exercice financier. Les bons de souscriptions ont les délais d'expiration suivants :

Nombre	Juste valeur au 31 mars 2012	Date d'expiration
1 038 461	29 835	octobre 2012
5 457 847	206 177	février 2013
2 569 076	97 352	février 2013
2 450 000	91 394	février 2013
2 777 777	49 049	mai 2013
184 000	6 961	février 2013
1 388 888	31 159	mai 2014
6 983 850	66 970	septembre 2013
	<hr/>	
	578 897	
	<hr/> <hr/>	

20 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les résultats et les frais d'émission d'actions pour le trimestre terminé le 31 mars 2012 comprennent un montant de 43 500 \$ (29 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2011) engagé auprès des administrateurs et dirigeants et de sociétés contrôlées par eux. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie par les apparentés.

21 - ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

En mai 2012, la société a émis 300 000 options d'achat d'actions à un employé. Chaque option donne droit à son détenteur d'acheter une action ordinaire au prix de 0.175 \$ jusqu'en mai 2017.

Le 22 mars 2012, le gouvernement du Mali a été renversé par la junte militaire et a forcé la démission du président. Le 12 avril 2012, un président intérimaire a été mis en place. La Société annonçait le 27 mars 2012 qu'elle poursuit ses travaux sur le gisement de Nampala tel que prévu, et que les événements survenus à Bamako dans les derniers jours n'interfèrent pas avec la continuité du projet jusqu'à maintenant.

Le 3 avril 2012, la société a reçu son permis d'exploitation d'or et des substances minérales à Nampala. Ce permis d'exploitation, valide pour une durée de 30 ans, est la suite et le complément du permis obtenu en février 2012 qui permettait à Robex de commencer les travaux de construction nécessaires pour mettre le site en production.